

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le **23 décembre 2025**

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 25 - 695

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WEPA FRANCE**

RN 60 – ZI de TORVILLIERS  
10440 LA RIVIERE-DE-CORPS

Code AIOT : 0005702271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 octobre 2025 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté RN 60 ZI de TORVILLIERS 10440 La Rivière-de-Corps. L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WEPA FRANCE
- RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a complété l'enregistrement de son installation dans le registre MCP. L'exploitant réalise un suivi des émissions atmosphériques. Les rapports de mesures des émissions atmosphériques concluent au respect de la VLE les plus contraignantes pour l'ensemble des paramètres mesurés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R 512-46-23-II	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 28/10/2025, article article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
3	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III, 76-I, 76-II et 76-III	Sans objet
4	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 28/10/2025, article 58-II et 81	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a complété l'enregistrement de son installation dans le registre MCP. L'exploitant réalise un suivi des émissions atmosphériques. Les rapports de mesures des émissions atmosphériques concluent au respect de la VLE les plus contraignantes pour l'ensemble des paramètres mesurés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Modifications apportées à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/10/2025, article R 512-46-23-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. – Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article <a href="#">R. 512-46-4</a>, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux <a href="#">articles L. 211-1</a> et <a href="#">L. 511-1</a>.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à <a href="#">l'article R. 512-46-22</a>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2022, l'exploitant a porté à connaissance de l'inspection des installations classées les installations de combustion, l'implantation d'une cuve GPL et la modification de chaufferie associée.</p>

L'installation comprend les systèmes de combustion suivants :

Chaudière au gaz naturel pour la machine à papier	Process de fabrication	6 MW
Brûleur au gaz naturel pour la machine à papier	Process de fabrication	7,210 MW
Chaudière au gaz naturel Bât. 5	Chauffage des locaux	1,976 MW
Chaudière au gaz naturel Bât. 5	Chauffage des locaux	1,976 MW
Chaudière au gaz naturel Bât. 2	Chauffage des locaux	0,075 MW
Chaudière au gaz naturel Bât. 11	Chauffage des locaux	0,065 MW
Préparateur d'eau chaude Bât. 11	Production Eau chaude sanitaire	0,045 MW
Préparateur d'eau chaude Bât. 5	Production ECS	0,045 MW
Total		17,392 MW

L'installation reste soumise à déclaration avec contrôle pour la rubrique 2910.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Registre MCP

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/10/2025, article article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

### Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double

<p>combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1°) Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>2°) Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a complété l'enregistrement de son installation dans le registre MCP, accessible via le lien suivant (liste mise à jour mensuellement) :  <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</a>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III, 76-I, 76-II et 76-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 74-III. - Les polluants atmosphériques qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition</p>

de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.

Art 76-I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910 A ;
- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

Art 76-II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

#### **Constats :**

##### **Contrôle inopiné :**

L'exploitant a réalisé des mesures des émissions atmosphériques par un organisme agréé *Kali'air*. L'organisme possède l'agrément des laboratoires.

Les mesures des émissions atmosphériques pour les chaudières G1 (GPL) et G2 (Domestique en fonctionnement) ont été effectuées les 28 novembre 2024 et 2 décembre 2024. Il s'agissait d'un contrôle inopiné demandé par la DREAL avec comme référentiel pris l'arrêté d'autorisation de 2001.

##### **Autosurveillance :**

L'exploitant a réalisé des mesures des émissions atmosphériques par un organisme agréé *APAVE*. L'organisme possède l'agrément des laboratoires.

Les mesures des émissions atmosphériques pour les chaudières G1 (GPL) et G2 (Domestique en fonctionnement), et G3, et dépoussiéreur les 7 et 8 février 2024. Les VLE considérées sont celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant reprend la conclusion de l'organisme agréé *APAVE* et confirme la conformité de son installation vis-à-vis des rejets atmosphériques par rapport à l'arrêté préfectoral.

Les résultats concernant les poussières sont conformes par rapport aux valeurs de l'APA.

##### **Brûleurs :**

- 2023 : Les valeurs mesurées concernant les brûleurs sont conformes pour toutes les VLE
- l'exploitant mentionne qu'en février 2024, il a été impossible de faire les prélèvements sur les brûleurs. L'exploitant a réalisé des travaux d'adaptation courant de l'été 2024 pour permettre les prélèvements. L'exploitant montre un rapport certifiant que les piquages ont été modifiés.
- l'exploitant mentionne que des mesures sont prévues courant de l'hiver 2025. L'exploitant montre un contrat d'entretien avec une société.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 4 :</b> Respect VLE, directive MCP
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/10/2025, article 58-II et 81
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 58-II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :  - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>X</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) / CO (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>[...]</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :  P ≥ 5 : - / 100 / - / 100</p> <p>GPL :  P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Biogaz :  P ≥ 5 : 100 / 200 / - / 250</p> <p>Autres combustibles gazeux :  P ≥ 5 : 35 / 200 / - / 250</p> <p>(10) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100</p> <p>Art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le prestataire des mesures applique les VLE suivantes :  SO<sub>2</sub> : 35 mg/Nm<sup>3</sup>  NO<sub>X</sub> : 120 mg/Nm<sup>3</sup>  Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup>  CO : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Le prestataire des mesures déclare comparer la moyenne des résultats de mesure avec les VLE les plus contraignantes. Les VLE constatées par sondage par l'inspection des installations classées n'appellent pas de remarque puisque plus restrictives que les prescriptions contrôlées issues de l'Arrêté Ministériel du 03/08/2018.</p> <p>Les rapports de mesures des émissions atmosphériques concluent au respect de la VLE les plus contraignantes pour l'ensemble des paramètres mesurés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Point hors constat.**

L'exploitant a porté à connaissance le projet d'installation d'une unité de traitement thermique. L'exploitant a communiqué un rapport d'analyse réalisé par un bureau d'étude, réalisé selon les préconisations de la Note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'analyse comparative entre la situation actuelle et la situation projetée révèle que le projet n'entraîne aucune modification des rubriques ICPE existantes, n'en ajoute aucune nouvelle et n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE, ce qui implique qu'il reste sans impact sur l'application de la directive IED pour le site WEPA. Par ailleurs, le projet ne relève pas de la nomenclature des Installations, Ouvrages et Travaux Autorisés (IOTA) du site, rendant ce point non applicable dans le présent dossier. Sur le plan acoustique, **un dispositif d'atténuation sera installé au niveau du ventilateur**, permettant une réduction de 10 dB du niveau sonore ; compte tenu de cette mesure, de la distance séparant les installations des limites du site et de l'absence de riverains à proximité, l'implantation du projet garantira le respect de la non-perceptibilité sonore hors du périmètre WEPA. L'étude des risques démontre également qu'aucun effet domino lié aux scénarios de surpression n'est attendu sur les équipements du projet, les phénomènes dangereux identifiés n'étant pas susceptibles d'engendrer de tels effets. Enfin, le projet ne concerne aucune rubrique du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, ce qui exclut toute qualification d'extension au titre d'une nouvelle activité permanente ou d'une augmentation de capacité dans les unités de mesure de la nomenclature ICPE.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, et notamment de l'analyse de l'article R181-46 du Code de l'Environnement, le projet d'installation d'une unité de production, stockage et génération de chaleur à partir d'énergie électrique sur le site WEPA constitue une modification notable mais non substantielle au sens de l'article L181-14 du Code de l'Environnement.